

INTERNATIONAL : Nicolas Sarkozy vole au secours de son ami Clavier

Date de parution: Mercredi 3 septembre 2008

Auteur: Sylvain Besson, Paris

FRANCE. L'Elysée écarte le haut fonctionnaire qui aurait mal protégé la villa de l'acteur.

«C'est la Corse, donc c'est l'Elysée.» Pour ce responsable policier, interrogé mardi sous couvert de l'anonymat, seule la présidence de la République a pu donner l'ordre d'évincer Dominique Rossi, coordonnateur des services de sécurité dans l'île de beauté. Sa faute? Avoir omis de protéger la villa du comédien Christian Clavier (Les Bronzés, Les Visiteurs), un ami de Nicolas Sarkozy. L'affaire fait grand bruit en France, où l'opposant centriste François Bayrou a dénoncé un «fait du prince» scandaleux.

Samedi, la maison de l'acteur, dans le sud de l'île, avait été investie par une cinquantaine de militants indépendantistes venus protester contre la spéculation immobilière. Christian Clavier, absent à ce moment-là, aurait fait servir des rafraîchissements aux manifestants. Selon le policier précité, la manifestation n'aurait entraîné aucune dégradation. En revanche, certains médias évoquent un coq mort jeté dans la piscine, un gardien bousculé, une cave vidée. Quoi qu'il en soit, Nicolas Sarkozy s'entretient au téléphone avec le comédien et l'assure de son soutien. Les deux hommes aiment passer leurs vacances ensemble.

Et ensuite? Trois personnes ont pu ordonner l'éviction de Dominique Rossi, qui a été muté à l'Inspection générale de la police nationale. Il s'agit de Nicolas Sarkozy lui-même, de son bras droit Claude Guéant et de son conseiller pour l'Intérieur, Erard Corbin de Mangoux. Mardi, l'Elysée n'a fait aucun commentaire, tandis que le Ministère de l'intérieur a précisé que le fonctionnaire, prévenu à l'avance de la manifestation chez Christian Clavier, aurait dû déployer les forces nécessaires pour l'empêcher.

L'épisode est surtout choquant si on le rapproche du contexte dégradé qui règne en Corse. Ces derniers mois, des attentats à la bombe, un incendie du parlement régional et des exécutions de vétérans du banditisme ont eu lieu, sans qu'aucun policier d'envergure ne soit limogé. Mais quand il s'agit d'un ami du président, une pelouse piétinée suffit à entraîner des sanctions.

© Le Temps. Droits de reproduction et de diffusion réservés. www.letemps.ch